



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité inter-départementale Drôme Ardèche**

28 JUIN 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20240613-DEC-DACA0552 DU
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE
LA CARRIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DIOIS GRAVIER
LIEU-DIT « L'ISLE » SUR LA COMMUNE DE MONTMAUR-EN-DIOIS**

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09-3658 du 30 juillet 2009 autorisant la société DIOIS GRAVIER à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de MONTMAUR-EN-DIOIS au lieu-dit « L'Isle » sur une superficie de 5ha 02a 94ca pour une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014045-0003 du 14 février 2014 portant mesures d'urgence relative à la carrière exploitée par la SAS DIOIS GRAVIER à MONTMAUR-EN-DIOIS ;
- VU** la demande présentée le 12 juin 2024 par la société DIOIS GRAVIER concernant la prolongation d'exploitation de sa carrière pour une durée d'un an dans le même périmètre autorisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 juin 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 26 juin 2024 ;
- VU** la réponse de l'exploitant formulée par courriel du 26 juin 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que les réserves de matériaux de la carrière de Montmaur-en-Diois n'ont pas été totalement exploitées ;
- CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée d'un an et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;
- CONSIDÉRANT** que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de l'instruction de la procédure relative à sa demande de prolongation d'exploitation de 9 ans et de modification des conditions de remise en état de sa carrière ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation d'exploitation

La société DIOIS GRAVIER est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Montmaur-en-Diois, au lieu-dit « L'Isle » jusqu'au 30 juillet 2025.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n°09-3658 du 30 juillet 2009 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune de Montmaur-en-Diois.

Leur montant s'élève à :

Période 2024-2025	32 369 €
-------------------	----------

L'exploitant transmettra au préfet, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières.

Article 3 : Délais et recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Montmaur-en-Diois pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Montmaur-en-Diois fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de Montmaur-en-Diois et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DIOIS GRAVIER.

Fait à Valence, le **28 JUIN 2024**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

CYRIL MOREAU

